



Optométristes Sans Frontières
La brigade des petits miracles



SANS FRONTIÈRES

Le magazine de la solidarité internationale

NO. 25 Mars 2015/Mai 2015 ISSN 2368-5263



ÉTHIOPIE

Les abeilles, solutions en terre aride?

Objectifs du Millénaire
Bilan africain mitigé



2015, L'ANNÉE DES BILANS

Par Zora Ait El Machkouri



Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), vous vous en souvenez? Huit objectifs idéalistes choisis et approuvés, en grande pompe, en 2000 par 189 pays et par toutes les grandes institutions mondiales de développement, ça vous dit quelque chose?

Chapeautés par l'ONU, ils étaient sensés endiguer la pauvreté, la faim, la mortalité infantile, le VIH, le paludisme et d'autres maladies tropicales, ainsi qu'améliorer l'éducation primaire pour tous, l'égalité des sexes, la santé maternelle, la conscience de l'environnement...

D'ici 2015.

Les OMD devaient, telles de belles résolutions du Jour de l'An, faire prendre conscience à tous les pays qu'il était temps d'appliquer des politiques effectives afin d'enrayer les fléaux énumérés plus haut.

Nul besoin de rapport chiffré pour savoir que nous sommes loin d'avoir atteint ces cibles. L'actualité nous rappelle douloureusement chaque jour que nous ne vivons pas dans un monde sans faim, ni pauvreté, où tous les enfants accèdent à l'école primaire en bonne santé et où chacun d'entre nous a subitement une conscience environnementale

À l'heure des bilans, l'Afrique subsaharienne est à la traîne, comme vous le découvrirez dans nos pages. Une personne sur quatre souffre encore de sous-nutrition dans la région. C'est certes mieux qu'en 1990, quand la proportion était d'une sur trois, mais cela reste considérable. Le nombre d'enfants atteint d'un retard de croissance a même augmenté de 14 millions au cours des deux dernières décennies!

Mais ne sanctionnons pas trop vite ces objectifs idéalistes, car il y a tout de même eu des progrès dans certaines régions du monde. Des objectifs ont même été atteints, notamment en Afrique du Nord où les enfants sont plus nombreux à accéder à l'école primaire.

L'ONU considère quant à elle que les OMD ont galvanisé des efforts sans précédent pour répondre aux besoins des plus pauvres dans le monde. L'organisation compte poursuivre ses tentatives de « bâtir un monde meilleur ».

Heureusement, certains n'attendent ni les gouvernements ni l'ONU pour agir, comme vous le lirez dans ce numéro. Dans la région éthiopienne du Tigray, par exemple, une ONG a décidé de pallier la faiblesse de l'agriculture en fournissant des ruches, de l'équipement et des abeilles, mais surtout une formation en apiculture, aux femmes et aux jeunes.

Ceux-ci peuvent maintenant produire leur propre miel artisanal, le vendre localement – et même à l'international – tout en demeurant autonomes.

L'exemple d'une action concrète allant dans le sens des objectifs du Millénaire. Sans tambours ni trompettes.



VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE INTERNET



POUR TOUT SAVOIR SUR L'ACTUALITÉ
HUMANITAIRE ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

WWW.MAGAZINESANSFRONTIERES.COM

SOMMAIRE

3 ÉDITORIAL

6 BRÈVES D'ACTUALITÉ AFRICAINE

8 BRÈVES D'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

10 DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Objectifs du Millénaire pour le développement Beaucoup de cibles ratées pour l'Afrique

Quinze ans après l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement par les Nations unies, l'extrême pauvreté et la faim chez les enfants se sont aggravées en Afrique subsaharienne.

Par Étienne Plamondon Emond

13 PORTRAIT

Optométristes Sans Frontières La brigade des petits miracles

Qu'ont en commun une Togolaise de 82 ans qui peut revoir le visage de ses proches de son seul œil valide, un Péruvien qui contemple la cime des arbres pour la première fois à 29 ans et une jeune Philippine qui poursuit ses études malgré une myopie très sévère? Ils ont croisé la route d'une brigade de volontaires d'Optométristes Sans Frontières (OSF).

Par Benoîte Labrosse

16 ÉCONOMIE



Éthiopie Des ruches pour pallier le manque de terres au Tigray

Dans la région du Tigray, au nord-est de l'Éthiopie, au moins une famille sur cinq n'a pas accès à une terre cultivable. Incapables d'y trouver du travail, plusieurs jeunes habitants n'ont d'autre choix que de quitter leur pays. Mais peut-être ont-ils trouvé une planche de salut : le miel blanc, un produit unique à la région.

Par Émilie Clavel

20 ÉDUCATION



Diambars, le foot comme « moteur de l'éducation »

Jean-Marc Adjovi-Boco aurait pu profiter de sa retraite bien méritée d'ancien footballeur. Il a plutôt choisi de créer les instituts Diambars, qui marient sport et scolarisation.

Par Thibaut Gruel

24 SOLIDARITÉ



Mettre la solidarité en mode *jugaad*

De plus en plus à court de financement public, le secteur de la solidarité internationale doit faire preuve de créativité pour assurer sa survie.

Par Lionel Martin

28 DIPLOMATIE

Une nomination qui laisse perplexe

Quelques mois après avoir déployé une somme considérable d'efforts pour faire élire la canadienne Michaëlle Jean à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie, le premier ministre Stephen Harper a choisi de nommer un unilingue anglophone à la tête de la diplomatie canadienne.

Par Benoîte Labrosse

30 FICHE-PAYS République du Kenya

Magazine Sans Frontières
(Ancien Magazine Éthiques et Sociétés)
Trimestriel fondé en novembre 2008
Publié par Éthiques et Sociétés Communication
7374, rue Lachance
Laval, Québec
H7A 0G3 Canada
Téléphone
+1 514-389-1859
Courriel
info@magazinesansfrontieres.com
Site web
http://www.magazinesansfrontieres.com



<https://www.facebook.com/magazinesansfrontieres>
<https://twitter.com/MSansfrontieres>

ISSN 2368-5263 (Imprimé)
ISSN 2368-5271 (En ligne)

Rédaction

Directrice de publication
Zora Ait El Machkouri
Rédactrice en chef
Zora Ait El Machkouri
Rédactrice en chef adjointe
Benoîte Labrosse
Journalistes collaborateurs
Benoîte Labrosse
Étienne Plamondon Emond
Émilie Clavel
Thibaut Gruel
Lionel Martin

Dessins et caricatures
Obi.

Design et maquette
Jimmy Hong Design

Imprimerie et envoi
Hewlett-Packard Development Company
HP MagCloud

Abonnements

Magazine Sans Frontières
7374, rue Lachance
Laval, Québec
H7A 0G3 Canada
+1 514-389-1859
Courriel : info@magazinesansfrontieres.com

Numéro courant
Sans Frontières
Numéro 25 – Mars /Mai 2015
Prix unitaire au Canada : 12\$

Prochaines publications
juin 2015
septembre 2015
décembre 2015
mars 2016

Toute reproduction partielle ou intégrale des informations, des textes et/ou des photographies est interdite sans l'autorisation expresse et écrite de la Directrice de publication. Tous droits réservés-Éthiques et Sociétés Communication 2015.

BRÈVES D'ACTUALITÉ AFRICAINE

KENYA



Intensification de la lutte au trafic d'ivoire

Le gouvernement kenyan a fait brûler plus de 15 tonnes d'ivoire le 3 mars à Nairobi. Ce geste fort – la cargaison avait un prix de revente de 30 millions de dollars US – était destiné à prouver aux trafiquants l'intensification de la lutte nationale contre le trafic d'ivoire. Le braconnage est un fléau répandu dans toute l'Afrique, dont au Kenya, car le port de Mombasa est le principal transit de cette ressource vers la Chine. D'après l'International Elephant Foundation (IEF), c'est d'ailleurs principalement la demande chinoise en constante augmentation qui fait grossir le trafic d'ivoire. Depuis 10 ans, le nombre d'éléphants a baissé de 60 % sur tout le continent, selon WWF (Fonds mondial pour la nature). L'International Fund of Animal Welfare (IFAW) estime à 30 000 le nombre de ces pachydermes abattus chaque année pour leurs défenses.

(Sources : Le Monde et RFI)

SOMALIE

Les handicapés mal protégés

Amnesty International dénonce la discrimination contre les personnes handicapées vivant en Somalie. Selon un rapport rendu public le 12 mars, celles-ci seraient victimes de mariages forcés, de viols et d'expulsions forcées à répétition.

Intitulé *Somalia : Prioritise Protection for People with disabilities*, ce document révèle que le manque de protection – aggravé par la discrimination de la part des familles, de la population et des autorités – rend les personnes handicapées vulnérables aux attaques et à l'exploitation en tout genre.

Le rapport d'Amnesty fait état de plusieurs dizaines de témoignages de personnes, atteintes pour la plupart d'un handicap physique. Des femmes et des jeunes filles handicapées ont déclaré que leur famille les avait forcées à se marier jeunes pour se débarrasser d'elles. D'autres ont raconté être forcées de s'installer dans des zones spéciales à l'intérieur des camps de réfugiés où ils subissent intimidation, et vols d'aide alimentaire autant par des civils que par des groupes armés.

(Source : Amnesty International)

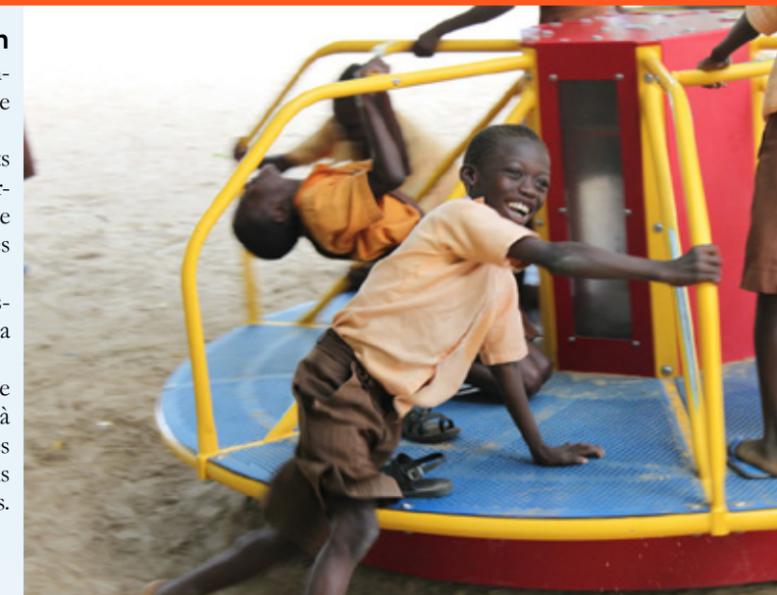


GHANA

Du courant produit dans les cours de récréation

L'ONG américaine Empower Playgrounds a mis en place un ingénieux système électrique destiné aux élèves de l'île ghanéenne de Pediatorkope, où la distribution d'électricité fait souvent défaut. En jouant aux tourniquets dans la cour de récréation, les enfants produisent l'électricité grâce à une turbine et à une batterie permettant de recharger des lampes LED. Dotées d'une autonomie d'une quarantaine d'heures, ces lampes sont ensuite distribuées aux élèves, qui les utilisent le soir venu pour faire leurs devoirs. Les tourniquets producteurs d'électricité sont actuellement installés dans 42 écoles. Les professeurs estiment que ce système a globalement amélioré les résultats scolaires de leurs élèves. Le Ghana est actuellement paralysé par une crise énergétique sans précédent : les coupures d'électricité peuvent y durer jusqu'à 24 heures d'affilée. Le gouvernement a récemment signé des contrats d'approvisionnement avec des compagnies privées, mais le manque d'électricité cause de sérieux problèmes économiques.

(Source : avec 24matins.fr)



Credit Photo: Empower Playgrounds

VIRUS EBOLA

L'épidémie a fait plus de 10 000 morts

Le cap des 10 000 morts dus à l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola en Afrique de l'Ouest a été atteint, selon le dernier bilan actualisé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), rendu public le 10 mars.

Au total, neuf pays ont été touchés par l'épidémie – dont six en Afrique –, 24 350 personnes ont été affectées et 10 004 d'entre elles en sont mortes depuis ses débuts en décembre 2013. La Guinée, la Sierra Leone et le Liberia sont les trois pays d'Afrique de l'Ouest les plus touchés. Toutefois, au moment de mettre sous presse, aucun nouveau cas d'Ebola n'avait été enregistré au Liberia depuis la fin février.

(Source : OMS)



Credit Photo: OMS

TANZANIE

225 sorciers arrêtés pour des meurtres d'albinos

Les autorités tanzaniennes ont arrêté 225 guérisseurs et prétendus devins depuis la mi-janvier partout au pays. Parmi les suspects, 97 ont été déférés à la justice, selon les autorités. Un tribunal du nord du pays vient également de condamner à mort quatre personnes pour le meurtre



d'une femme albinos en 2008.

Même si le gouvernement a interdit en début d'année la sorcellerie, les attaques contre les albinos se poursuivent. Ceux-ci sont victimes de croyances attribuant des pouvoirs magiques à leurs organes, un trafic qui rapporte environ 600 dollars par organe et un maximum de 75 000 dollars pour un cadavre entier.

Depuis 2000, près de 75 albinos ont été tués en Tanzanie, selon les Nations unies. Seuls cinq cas ont abouti à des poursuites judiciaires. L'ONU a aussi noté une multiplication des attaques mortelles depuis 2013, situation qu'elle attribue à l'approche des élections prévues en octobre 2015, car des candidats cherchent à s'attirer la victoire grâce à la magie.

Selon l'ONG canadienne Under the Same Sun, la Tanzanie compte au moins 170 000 albinos sur près de 40 millions d'habitants. Plusieurs d'entre eux vivent cachés pour échapper à la discrimination et aux attaques.

(Source : L'Express, Under the Same Sun)

Credit Photo: Wikimedia Commons

BRÈVES D'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

CAMBODGE



Lois de travail bafouées dans l'industrie textile

Selon Human Rights Watch (HRW) les lois du travail seraient bafouées dans l'industrie de la confection et du textile au Cambodge. L'ONG, qui vient de sortir un rapport sur la question, a enquêté sur 70 usines à Phnom Penh et aux alentours en parlant à plusieurs centaines d'ouvriers. Ceux-ci sont notamment victimes de graves abus, dont des heures supplémentaires obligatoires, du harcèlement, des discriminations.

« Ce que nous avons découvert, c'est une corruption systématique des inspecteurs du travail, qui ont mis en place un système dit "d'enveloppes" grâce auxquelles ils reçoivent des pots-de-vin pour regarder ailleurs en cas de violations des droits du travail », explique dans le rapport Phil Robertson, directeur adjoint de la section Asie de l'ONG. « Ces violations sont importantes : ce sont des femmes licenciées parce qu'elles sont enceintes, des gens qui perdent leur travail parce qu'ils tentent de créer des syndicats ou d'affirmer leurs droits dans leur usine. Des cas de harcèlement sexuel aussi, et de violences physiques ».

HRW regrette que des marques qui sous-traitent dans ces usines, telles Joe Fresh au Canada ou Marks & Spencer et Armani en Europe, ne réagissent pas à ses conclusions.

(Source : Human Rights Watch)

Credit Photo: HRW

HAÏTI



401 millions pour réduire l'extrême vulnérabilité

Le gouvernement haïtien et les Nations unies ont lancé un Appel de transition (TAP) le 11 mars. Ils sollicitent 401 millions de dollars américains aux bailleurs de fonds internationaux pour la période 2015-2016, afin de réduire l'extrême vulnérabilité et renforcer la résilience en Haïti.

Remplaçant les appels humanitaires annuels, le TAP est une stratégie de soutien et un mécanisme de planification intégrée qui tient compte des leçons apprises depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010 et de la coordination humanitaire déjà en place. L'appel se veut une réponse aux besoins aigus et urgents – dont ceux liés aux déplacements internes, au choléra, à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et aux désastres naturels – tout en palliant aux insuffisances structurelles du pays. L'objectif du TAP est de renforcer la capacité d'Haïti de se relever de la catastrophe et de se poursuivre son développement durable.

(Source : HaïtiLibre)

Credit Photo: FAO/Walter Astrada

EUROPE



Des résidus de pesticides dans 45 % des aliments

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a indiqué le 12 mars que des restes de pesticides étaient observables dans près de la moitié des denrées consommées en Europe. Après avoir testé 81 000 échantillons de fruits et de légumes, aliments transformés et vins à la recherche de 685 pesticides différents, l'EFSA a conclu que 45 % de l'alimentation européenne contient des résidus de pesticides. Toutefois, seul 1,5 % des échantillons « dépassaient nettement les limites légales » permises. Les fraises, suivies des pêches, pommes et laitues, sont les plus chargées en résidus.

Selon l'ONG PAN (Réseau Pesticide Action Europe), les résultats de l'EFSA sont « clairement erronés et non scientifiques ». L'organisation met en doute ses méthodes d'évaluation de la toxicité et dénonce des seuils légaux trop permissifs.

(Source : rts.ch)

IRAN

Une politique nataliste dangereuse pour les femmes

L'organisation Amnesty International a récemment dénoncé un projet de loi iranien qui bafoue selon elle les droits fondamentaux des femmes.

L'objectif des autorités iraniennes est d'augmenter le nombre de naissances, en vue de faire passer la population de 77 millions à 150 millions d'ici 50 ans. Le projet de loi prévoit entre autres l'interdiction de « toute procédure chirurgicale réalisée en vue d'une contraception permanente, excepté en cas de risque mortel ». Plus largement, il vise à limiter l'accès à la contraception en bloquant la diffusion d'information sur celle-ci.

Dans un rapport publié le 11 mars, Amnesty s'inquiète du fait que, ce projet de loi est adopté, « les femmes n'auront d'autre choix que de subir des avortements clandestins risqués pour mettre fin à des grossesses non désirées ». L'organisation craint aussi une hausse des maladies sexuellement transmissibles causée par la perte d'accès aux méthodes de contraception.

(Source : Amnesty International)



Credit Photo: Wikimedia

SYRIE



ÉCHEC COUPABLE EN SYRIE

ÉVALUATION DE L'IMPACT DES RÉSOLUTIONS
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU SUR
LA PROTECTION ET L'AIDE AUX CIVILS EN SYRIE

Des ONG critiquent l'action de l'ONU

Dans une évaluation réalisée le 13 mars par une vingtaine d'organisations humanitaires travaillant en Syrie ou aux alentours – dont Oxfam, Save the Children et Vision mondiale – le Conseil de sécurité des Nations unies a manqué à son devoir envers la population syrienne en ne venant pas en aide aux plus vulnérables.

Ce jugement accablant précède le quatrième anniversaire du conflit, qui a déplacé plus de 7,6 millions de Syriens à l'intérieur du pays et poussé 3,8 millions d'autres à se réfugier à l'étranger.

Il y a un an, le Conseil de sécurité avait adopté la résolution 2139, qui exhortait les États à accroître largement l'aide destinée aux populations démunies de ce pays. Puis en juillet 2014, une deuxième résolution prévoyait l'acheminement de l'aide depuis la Turquie sans autorisation préalable du gouvernement syrien. Ces résolutions sont restées lettre morte. La Syrie compte actuellement 5,6 millions d'enfants dans le besoin, soit plus d'un million de plus qu'à la fin de 2013.

(Source : Irin News)

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

BEUCOUP DE CIBLES RATÉES POUR L'AFRIQUE

Par Étienne Plamondon Emond

Quinze ans après l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement par les Nations unies, l'extrême pauvreté et la faim chez les enfants se sont aggravées en Afrique subsaharienne. Bilan des progrès et des ratés de cette initiative qui guide l'aide internationale dans les pays en développement depuis 2000.



Les conclusions du dernier rapport des Nations unies (ONU) sur les résultats des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) au sujet de l'Afrique laissent mi-figue, mi-raisin. Le document publié en juillet dernier démontre que de nombreux progrès ont été réalisés sur le continent, mais que des domaines jugés critiques continue de s'embourber dans des problèmes, qui se sont, dans certains cas, détériorés depuis 1990.

Or, l'heure des bilans a sonné. Les OMD viennent à échéance cette année, après avoir été la référence absolue en matière d'aide au développement depuis le début du siècle. Ceux-ci avaient été adoptés en 2000 par 189 États lors du Sommet du millénaire organisé au siège de l'ONU à New York. En septembre prochain, les Objectifs de développement durable (ODD) devraient prendre le relais, avec pour horizon 2030 (voir encadré).

D'ici là, l'ultime rapport d'analyse de l'ONU au sujet des OMD brosse un portrait plutôt positif des avancées en Afrique du Nord, mais manifeste de sérieuses inquiétudes sur l'évolution de certains enjeux en Afrique subsaharienne. Cette dernière constitue la seule région du monde où un accroissement régulier du nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté a été observé. Ils étaient 290 millions à y vivre dans ces conditions en 1990, ils étaient 414 millions en 2010.

Le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1,25 \$ par jour y a tout de même diminué : il est passé de 56 % à 48 % au cours de la même période. La cible n'a toutefois pas été atteinte, car elle consistait de réduire de moitié cette proportion entre 1990 et 2015. Pour sa part, l'Afrique du Nord y est parvenue. Le nombre de personnes vivant sous ce seuil représentait 1 % de sa population en 2010, contre 5 % en 1990.

Pour ce qui est de la faim, une personne sur quatre souffre encore de sous-nutrition en Afrique subsaharienne, alors que cette proportion était d'une personne sur trois en 1990. Le hic, c'est qu'il y a 5 millions d'enfants sous-alimentés de plus dans cette région qu'il y a 25 ans : leur compte atteint aujourd'hui 32 millions. Par ailleurs, l'Afrique subsaharienne est la seule région où une augmentation du nombre d'enfants atteint d'un retard de croissance a été constatée. Ils sont passés de 44 millions en 1990 à 58 millions en 2012.



Le taux de mortalité infantile a tout de même baissé. L'Afrique du Nord a réussi à passer de 73 décès par 1 000 naissances en 1990 à 22 en 2012. En Afrique subsaharienne, ce taux a diminué de 45 % sur la même période. Le taux de mortalité maternelle y a chuté d'un pourcentage semblable depuis 1990, mais demeure le taux le plus élevé parmi les régions en développement avec 510 décès pour 100 000 naissances. Selon les dernières données disponibles, seulement 53 % des accouchements y sont assistés par un personnel de santé qualifié.

À quoi peut-on attribuer ces échecs ?

Selon l'ONU, si de nombreuses cibles des OMD n'ont pas été atteintes en Afrique subsaharienne c'est en raison de plusieurs facteurs, dont la croissance démographique, les conflits et de la diminution de l'aide distribuée dans la région. Car, même si les pays industrialisés ont investi des sommes records dans l'aide publique au développement en 2013, celle-ci « s'est déplacée, au détriment des pays les plus pauvres où la réalisation des OMD accuse le plus grand retard » de source onusienne. Le montant net de l'assistance bilatérale à l'Afrique, où sont situés 34 des 48 pays « les moins avancés », a en effet diminué de 5,6 % en 2013.

Bonnie Campbell, directrice du Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS) à l'Université du Québec à Montréal, critique plus largement la manière dont les OMD ont été conçus. Elle leur reproche notamment de ne pas avoir tenu compte de la spécificité de chaque pays. « Ils dépendaient de la mise en place de stratégies qui émanaient de la communauté des bailleurs de fonds et qui n'étaient pas forcément appropriées pour les pays, fait-elle valoir. Lorsqu'on veut éradiquer la pauvreté, il faut s'attaquer à ses causes, à ses origines structurelles, qui sont très différentes si l'on est au Burkina Faso ou en Bolivie. »

Mme Campbell considère aussi qu'en abordant les problèmes séparément, les OMD cautionnaient une approche en vase clos faisant fi de l'interdépendance des enjeux. « L'éducation des jeunes femmes, la santé et les capacités de nourrir sont intimement liées à la mortalité infantile si on veut s'y attaquer, affirme-t-elle. Mais ils étaient traités de façon désagrégée. » De plus, les OMD « ne disaient rien sur l'importance critique des choix des politiques », se désolait-elle. La directrice du CIRDIS reconnaît la pertinence de s'attaquer aux questions de la santé maternelle et infantile mais estime que le véritable enjeu réside plutôt dans les moyens et stratégies à adopter.

Crédit Photo: ONU

Des progrès tout de même visibles

Néanmoins, le portrait n'est pas entièrement négatif. Des progrès significatifs ont, entre autres, été observés dans la lutte contre les maladies. Bien que l'Afrique subsaharienne demeure la région la plus sévèrement touchée par le VIH, le taux d'incidence – soit le nombre estimé de nouvelles infections par an – a diminué de plus de moitié entre 2001 et 2012. De plus, selon les plus récents chiffres, 63 % des séropositifs du sous-continent reçoivent une thérapie antirétrovirale.

D'autres interventions menées depuis 2000 contre le paludisme, comme la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticides, auraient quant à elles sauvé de la mort 3 millions d'enfants de moins de cinq ans. Aussi, selon l'ONU, la tuberculose serait en voie d'être freinée sur le continent africain.

Concernant l'éducation : le « taux net ajusté » de scolarisation dans l'enseignement primaire a grandement augmenté, tant en Afrique subsaharienne qu'en Afrique du Nord. L'ONU s'inquiète tout de même de la diminution des sommes accordées par les pays donateurs à ce secteur depuis quelques années, alors que la croissance démographique exige plus de ressources pour répondre à la multiplication d'élèves scolarisés.

Dans le domaine de l'emploi, c'est l'Afrique du Nord qui fait mauvaise figure : la proportion de femmes y occupant un emploi salarié dans les secteurs non agricoles a stagné à 19 % depuis 1990, même si la région avait déjà l'un des plus bas taux du monde dans ce domaine il y a 25 ans. Le taux de sous-emploi lié à la durée du travail, un indicateur permettant de mesurer la disparité entre les sexes sur le marché de l'emploi, dénote aussi un large écart entre les hommes et les femmes dans cette région. Pour être réglé, ce problème nécessite la mise en place de politiques favorisant l'équilibre travail-famille et améliorant les emplois à temps partiel, selon l'ONU.

Sur la scène politique, la place des femmes s'est par contre bonifiée en Afrique du Nord : la proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux a bondi de 3 % à 24 % entre 2000 et 2014. En Afrique subsaharienne, cette proportion a grimpé de 13 % à 23 % durant la même période. Toutes ces données doivent par contre être nuancées. L'ONU reconnaît que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne n'ont pas de systèmes complets de registres d'état civil. Les données utilisées, provenant des systèmes nationaux d'information sanitaire, étaient incomplètes ou incohérentes dans plusieurs pays. De son côté, Bonnie Campbell met tout un chacun en garde contre la tentation de baser son interprétation seulement sur des chiffres, qui « nous invitent à techniciser des choses qui ne peuvent pas être technicisées, qui sont des résultats socio-économiques, mais surtout qui impliquent des choix politiques et pas simplement des décisions reliés à l'efficacité et l'allocation de l'aide », prévient-elle.

Vers des Objectifs du développement durable

Pour faire suite aux OMD, l'idée de regrouper les enjeux écologiques, économiques et de développement humain dans l'élaboration d'Objectifs de développement durable (ODD) a été entérinée en juin 2012 à la Conférence des Nations unies sur le développement durable 2012, surnommée « Rio+20 ». En réponse aux reproches voulant que les OMD n'aient pas été élaborés de manière consultative, l'ONU a par la suite organisé une multitude de consultations nationales, mondiales et thématiques. Elle a même invité les internautes à se prononcer en ligne sur le site myworld2015.org. Bonnie Campbell se montre critique de la manière dont l'ONU a mené ces consultations. En avril dernier, elle a participé à un forum sur la position commune de l'Afrique à propos de l'ordre du jour du développement après 2015 tenu à Dakar, au Sénégal. Elle affirme que les organisations de la société civile du continent arrivaient difficilement à y faire entendre leur point de vue et à remettre en question les approches onusiennes. « Les stratégies économiques préconisées pour relancer la croissance reprenaient ce que l'on avait vu depuis les 15 dernières années », constate-t-elle.

Pour l'instant, 17 nouveaux objectifs et 169 nouvelles cibles ont été déterminés et font actuellement l'objet de négociations aux Nations unies. En théorie, une version finale des ODD devrait être adoptée cet automne par les États membres. Ils s'appliqueront cette fois-ci à l'ensemble de la planète et non seulement aux pays en développement, comme c'était le cas pour les OMD.



OPTOMÉTRISTES SANS FRONTIÈRES LA BRIGADE DES PETITS MIRACLES

Par Benoîte Labrosse

Qu'ont en commun une Togolaise de 82 ans qui peut revoir le visage de ses proches de son seul œil valide, un Péruvien qui contemple la cime des arbres pour la première fois à 29 ans et une jeune Philippine qui poursuit ses études malgré une myopie très sévère? Ils ont croisé la route d'une brigade de volontaires d'Optométristes Sans Frontières (OSF).

« Les volontaires vivent au moins un ou deux moments de grande émotion comme ceux-là par mission, mais dans les faits, il y a un petit miracle dans chaque paire de lunettes qu'ils donnent », assure Petain Saavedra, responsable des programmes de missions humanitaires chez Terre Sans Frontières (TSF), l'organisation mère d'OSF. « Une simple paire de lunettes de lecture, ça peut totalement changer la vie de quelqu'un en lui permettant d'étudier ou de travailler », ajoute-t-il.

Depuis 1998, plusieurs « brigades optométriques » partent chaque année du Québec en direction de divers pays du Sud, où ils offrent gratuitement des soins d'optométrie et des conseils de santé visuelle aux populations les plus démunies. Ces équipes sont constituées de deux ou trois optométristes, d'un opticien et de quelques techniciens et assistants. Ces derniers sont formés pour distribuer les lunettes appropriées.

« Au départ, un optométriste a voulu se joindre à une mission humanitaire de Terre Sans Frontières, raconte M. Saavedra. De là est venue l'idée de s'associer avec l'Association des optométristes du Québec et l'Ordre des optométristes du Québec pour fonder OSF. » En 17 ans, près de 500 optométristes se sont rendus dans des pays sud-américains, asiatiques et africains (Madagascar, République démocratique du Congo, Mali, Ouganda et Tanzanie) pour mettre en place des cliniques d'optométrie temporaires d'une semaine ou deux. Les brigades sont accueillies sur place par l'un des nombreux partenaires locaux de l'organisme. « Nous avons un attachement historique aux communautés religieuses [TSF a été fondé par les Frères de l'Instruction chrétienne, NDLR], donc nous sommes liés à plusieurs d'entre elles, mais nous travaillons aussi avec des municipalités, des coopératives, des institutions d'enseignement. » Le responsable assure que l'organisation est aujourd'hui « laïque et non partisane ».

« Une autre façon de voyager »

Depuis 2001, OSF peut compter sur un volontaire plus que fidèle : le Dr Hector Tremblay, qui a effectué 30 missions avec l'organisme. « J'ai toujours eu l'idée d'aller dans les pays étrangers pour aider, se souvient le principal intéressé. Quand j'étais jeune, j'aurais voulu être un missionnaire, mais ma vie a tourné autrement! » La première fois qu'un confrère lui a parlé d'OSF, il n'a pas hésité à s'impliquer, surtout que ses enfants « étaient assez grands » et que ses associés pouvaient s'occuper de sa clinique de Coaticook, à 165 km au sud-est de Montréal, durant son absence.

Sa première mission, à Port-au-Prince, en Haïti, a été une expérience « vraiment exceptionnelle ». Et elle lui a donné la piqûre, car depuis, il se rend deux à quatre fois par année sur le terrain, autant en Amérique latine qu'en Asie et en Afrique. Il part généralement avec OSF, mais aussi avec d'autres organismes à vocation semblable, dont l'Oeuvre humanitaire pour la vision Santa Cruz (OHV Santa Cruz). « C'est une autre façon de voyager, dit-il. On apprend à connaître le mode de vie local, on vit des expériences et on rentre chez nous en se trouvant chanceux de ce qu'on a. »

Aujourd'hui à la retraite, le Dr Tremblay agit à titre de responsable des missions OSF auxquelles il participe, bien souvent avec sa femme, Lucie, médecin retraitée qui œuvre à titre d'assistante. Avant de partir en mission, l'optométriste contacte le partenaire local pour demander le sexe et l'âge approximatif des patients qui ont été pré-sélectionnés afin de planifier le type de lunettes à mettre dans les valises des volontaires. Lui-même en a déjà transporté environ 34 700 paires. « Une mission part avec un nombre de paires de lunettes à prescription qui représente au moins une fois et demi le nombre de patients prévus, précise Petain Saavedra. Elle apporte également plusieurs paires de lunettes de soleil neutres et des casquettes, ainsi qu'un kit de mission, qui comprend une dizaine d'appareils de diagnostic. »

Comme OSF essaie de retourner plusieurs fois au même endroit, les lunettes non utilisées sont inventoriées et le partenaire sur place les entrepose jusqu'à la prochaine mission. « Il me reste environ 1 500 paires à Madagascar et 2 400 aux Philippines », détaille le Dr Tremblay, qui s'est rendu à 10 reprises dans l'archipel d'Asie du Sud-Est et deux fois dans l'île africaine. « À Madagascar, nous travaillons dans un centre de santé tenu par des sœurs franciscaines à Bellevue, près de la ville d'Antsirabe, raconte-t-il. Au moins 95 % des gens sont très pauvres et ont vraiment besoin de nous. » Ce n'est malheureusement pas toujours le cas, déplore-t-il. Le docteur se rappelle avec déception sa seule expérience en Ouganda, où il a examiné plusieurs religieuses qui étaient à son avis moins pauvres que la population locale, qui elle, « aurait vraiment eu besoin » des services d'OSF.

Au cours d'une mission africaine, qui compte en moyenne une dizaine de jours de travail, chaque optométriste tente de voir entre 30 et 40 patients quotidiennement. « On n'est pas toujours bien installé pour travailler, mais on s'arrange! » assure le Dr Tremblay. « Pour faire nos examens, ça nous prend une certaine noirceur, donc



nous sommes à l'intérieur, mais ceux qui distribuent les lunettes sont parfois installés sur un perron! » Et le travail ne se limite pas à la distribution : les membres de la mission doivent souvent « compenser » une prescription pour la faire correspondre aux lunettes disponibles. « Je me dis que si j'examine une personne qui a 35 % de vision et que je l'amène à 70 %, j'ai amélioré sa vie de 100 % », résume Hector Tremblay. « Ce n'est pas toujours parfait, mais bien honnêtement, si je n'avais pas cette mentalité, je ne partirais peut-être pas en mission. »

Un manque chronique d'effectifs

Les lunettes que les volontaires distribuent proviennent de dons faits par les Québécois, que ce soit chez leur optométriste, dans les écoles ou encore à des groupes communautaires. L'organisme doit donc pouvoir compter sur un bon nombre de bénévoles locaux pour laver, classifier, analyser et identifier toutes ces lunettes usagées. Tous sont formés par OSF à l'utilisation des lentimètres, les appareils d'analyse des lentilles.

« Chaque année, nous avons besoin d'environ 12 000 paires de lunettes analysées et prêtes à donner », note M. Saavedra en soulignant que cette étape « constitue la moitié du travail d'OSF ». L'analyse se fait principalement dans les bureaux d'OSF à La Prairie, sur la rive sud de Montréal, ainsi qu'au sein de certains organismes communautaires, dont des Club Lions basés dans la région où demeure le Dr Tremblay, les Cantons de l'Est.

« Notre quinzaine de bénévoles à La Prairie ne suffisent pas à la tâche, et nous avons de toujours de la difficulté à recruter des optométristes », se désole M. Saavedra. « Parfois, nous avons une bonne mission de prête, tous les autres bénévoles sont là, mais il manque un optométriste pour pouvoir partir. » Les causes de ces difficultés de recrutement restent mystérieuses. Certains évoquent la féminisation de la profession – les femmes seraient moins enclines à « laisser leurs jeunes enfants à la maison » – ou encore le petit nombre d'optométristes en exercice au Québec, leurs trop courtes vacances et le coût de la mission.

Ce dernier tourne autour de 7 000 \$ à 8 000 \$ (entre 5000 et 6000 euros) pour l'Afrique; il comprend les billets d'avion, les frais de séjour et les assurances. « Les volontaires sont des donateurs avant tout », nuance le responsable. « Ils peuvent faire une campagne de financement pour récolter ces fonds, pour lesquels ils reçoivent un reçu de charité pour leurs impôts. En réalité, après impôts, le coût réel d'une mission pour l'optométriste est de 700 à 1 200 \$ [entre 500 et 900 euros]. »

Pendant ce temps, après 21 300 patients vus et 19 500 paires de lunettes de prescription distribuées, Hector Tremblay songe déjà à sa prochaine mission aux Philippines, en 2016. Et ça, c'est s'il ne se laisse pas tenter avant. « Madagascar me travaille beaucoup, parce que le besoin est criant, note-t-il. Et quand je vois que c'est une nécessité, j'y retourne! »

Bientôt des missions de plusieurs mois

Terre Sans Frontières fait partie du groupe de plus en plus restreints des ONG à avoir reçu l'approbation du Ministère canadien des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour un nouveau programme de coopération internationale. « C'est un projet de développement durable à plusieurs volets d'une durée de cinq ans », explique Petain Saavedra. « Du côté des optométristes, nous allons avoir besoin de volontaires prêts à s'engager pour des missions de plusieurs mois dans le but de créer des choses à long terme, entre autres en Tanzanie et au Mali. » Aucune annonce officielle n'a encore été faite, mais il assure que l'appel de candidatures sera lancé « bientôt ».

Crédit photo : Optométristes Sans Frontières



ÉTHIOPIE

DES RUCHES POUR PALLIER LE MANQUE DE TERRES AU TIGRAY

Par Émilie Clavel

Dans la région du Tigray, au nord-est de l'Éthiopie, au moins une famille sur cinq n'a pas accès à une terre cultivable. Incapables d'y trouver du travail, plusieurs jeunes habitants n'ont d'autre choix que de quitter leur pays. Mais peut-être ont-ils trouvé une planche de salut : le miel blanc, un produit unique à la région.

Érosion des sols, croissance de la population, sécheresse... En Éthiopie, les terres cultivables se font de plus en plus rares. Le Tigray, qui partage des frontières avec l'Érythrée et le Soudan, est durement touché. « C'est une région particulièrement aride, où l'agriculture pose un défi », explique Samrawit Sintayehu, attachée de presse de l'ONG britannique Farm Africa pour l'Éthiopie. « Les terres agricoles sont déjà rares, et la population ne cesse d'augmenter, aggravant le problème. » La situation ne semble d'ailleurs pas en voie de s'améliorer. Selon les prévisions des Nations unies (ONU), la population éthiopienne pourrait tripler d'ici 2050, pour atteindre 278 millions d'habitants.

Afin de limiter la dépendance de la population locale à l'agriculture, Farm Africa a mis en place un projet-pilote basé sur la production de miel. L'ONG a fourni des ruches, de l'équipement, une formation en apiculture et des abeilles à 320 habitants de la région. Chacun a reçu deux ruches, qui peuvent produire de 25 à 40 kg de miel chacune. Et ce, deux fois par an, car les récoltes ont lieu de septembre à décembre, puis de mai et juin.

Credit: Photo: Slow Food





« Le projet cible surtout les femmes – dont plusieurs sont veuves – et les jeunes », précise Mme Sintayehu. Il faut savoir que près de 30 % des jeunes Éthiopiens sont au chômage. Faute d'emplois, ils sont nombreux à émigrer vers le Moyen-Orient. En Arabie saoudite, notamment, les travailleurs éthiopiens sont victimes de violence physique et souvent sexuelle depuis un resserrement des règles d'immigration en 2013. Au cours des deux dernières années, les autorités éthiopiennes ont procédé au rapatriement de quelques 160 000 citoyens travaillant au Royaume des Saoud. Mais à leur retour, la plupart d'entre eux se retrouvent à nouveau sans travail.

Nectar royal

L'apiculture n'est pas une nouveauté en Éthiopie, car le miel fait partie intégrante de la culture locale. Il est essentiel à la production du *tej*, un vin sucré élevé au rang de boisson nationale. Les Éthiopiens aiment d'ailleurs raconter que lors de sa visite à Jérusalem – relatée dans *La Bible* – la reine de Saba aurait partagé le *tej* avec le roi Salomon.

Aujourd'hui, des « cliniques d'apithérapie » utilisent le miel pour traiter des maladies inflammatoires comme la sclérose en plaques ou l'arthrite. Sauf que sa production demeure largement artisanale. Ce qui fait que, bien que le pays soit le plus grand producteur de miel d'Afrique, il peine à répondre à la demande locale. Farm Africa estime que ses ruches modernes et l'encadrement professionnel qu'il offre aux producteurs pourraient permettre au rendement d'augmenter de façon exponentielle.

« Auparavant, le produit récolté n'était pas compétitif sur le marché national à cause des techniques et du type de ruches utilisées, explique Samrawit Sintayehu. Notre objectif était de leur permettre de produire un miel de qualité. » La valeur d'un kilogramme de miel est ainsi passée d'un maigre 55 birrs (3,38 \$ CAN ou 2,41 €) à 130 birrs (8 \$ CAN ou 5,70 €).

Un produit de calibre international

Grâce à l'incroyable biodiversité du pays, l'Éthiopie est en mesure de produire plusieurs variétés uniques de miel, dont le miel volcanique de la montagne de Wenchî et le miel rouge de la région de Wolisso. Le miel blanc, produit à partir d'une variété de sauge exclusive à la région du Tigray, est particulièrement recherché pour sa saveur unique et sa texture plus cireuse que la moyenne. Malgré tout, les entrepreneurs de la région n'arrivent pas à en tirer pleinement profit, car il demeure méconnu à l'international. Son exportation est donc négligeable.

Une ONG espère toutefois faire découvrir le miel blanc du Tigray au reste du monde. Depuis 2009, l'organisation italienne Slow Food travaille de concert avec 16 producteurs du village

Crédit Photo: Courtoisie de Farm Africa



de Wukro pour les aider à commercialiser plus efficacement leur produit. Les commerçants ont notamment remplacé leurs contenants génériques en plastique par des jarres en verre clairement étiquetées.

Le Consortium italien des apiculteurs et fermiers (CONAPI) espère également créer une appellation d'origine protégée pour le miel blanc du Tigray, afin de garantir sa qualité et son authenticité. Selon l'organisation, certains apiculteurs qui prétendent actuellement vendre du miel blanc le mélangent à d'autres variétés moins chères pour réduire leurs coûts de production.

Répercussions positives

À sa troisième année d'existence, le projet-pilote de Farm Africa porte déjà ses fruits. « Au moins 280 de nos bénéficiaires ont commencé à commercialiser leur récolte, et les bénéfices économiques se font sentir dans la communauté entière », se réjouit Samrawit Sintayehu. Grâce à leurs nouveaux revenus, les apiculteurs ont dorénavant les moyens de se procurer du matériel scolaire pour leurs enfants et des articles ménagers pour leur famille. Ils ont aussi la possibilité de se rendre jusqu'à une clinique médicale lorsqu'ils en ont besoin.

Le CONAPI étend quant à lui ses opérations à d'autres régions du pays sous la bannière « Honeys of Ethiopia » (miels d'Éthiopie). En encourageant la production de miels artisanaux uniques à chaque région, l'organisation souhaite célébrer la richesse écologique et la biodiversité de l'Éthiopie, qui demeure l'un des pays les plus pauvres de la planète.

Crédit Photo: Slow Food



DIAMBAR, LE FOOT COMME « MOTEUR DE L'ÉDUCATION »

Par Thibaut Gruel

Jean-Marc Adjovi-Boco aurait pu profiter de sa retraite bien méritée d'ancien footballeur. Mais l'idée n'a jamais traversé l'esprit du Béninois, aujourd'hui Français d'adoption. Il a plutôt choisi de créer les instituts Diambars, qui marient sport et scolarisation. À son avis, « rien ne motive plus un enfant que de savoir qu'il aura droit d'aller courir derrière un ballon si ses devoirs sont bien faits ».

Au début des années 1990, le défenseur Adjovi-Boco, surnommé Jimmy, faisait les beaux jours du club de football RC Lens, dans le nord de la France, et repoussait les attaques adverses loin des buts de son « compagnon de chambre et grand complice », Bernard Lama. Hors du terrain, les deux joueurs « [discutaient] beaucoup de l'Afrique » et de ce qu'ils pourraient faire pour aider le continent », se remémore l'athlète natif de Cotonou, au Bénin. Ils cherchaient à s'investir dans un projet qui permettrait d'« amener à partager les valeurs du football et [d']offrir une éducation et une formation au plus grand nombre d'enfants possible ».

Naquit alors l'idée de Diambars et sa devise, *Faire du foot une passion*, un moteur pour l'éducation.

Car les deux hommes ont vite compris que plus les enfants ont accès à une bonne scolarité et à des formations professionnelles, plus ils auront entre les mains les cartes pour assurer leur avenir et développer leur région.

C'est donc en 1998, après 14 ans de carrière footballistique, que Jimmy Adjovi-Boco décide de s'occuper à plein temps de ce projet. Son compère Bernard Lama, tout juste aurolé de son titre de champion du monde avec la France, est toujours de la partie. Viennent se greffer à l'initiative Patrick Vieira, lui aussi nouveau champion du monde, et Saer Seck, entre autres vice-président de la Fédération sénégalaise de football.

L'association Diambars, dont le nom signifie force, courage et sagesse, est finalement créée en octobre 2000, après avoir été jugée viable par les professeurs de l'École supérieure de commerce de Lille, où M. Adjovi-Boco en avait fait son sujet d'étude. À partir de ce jour, l'ancien défenseur à la stature de guerrier ne compte plus ses efforts pour trouver des partenaires. Il arpentera les ministères, les conseils généraux, et cherchera des aides chez les équipementiers sportifs et les organismes financiers.

« Pour réussir un projet comme celui-ci, il est très important d'avoir un réseau, explique-t-il. Et de par mon métier, j'ai eu la chance d'avoir des connexions un peu partout qui m'ont permis de faire avancer les choses plus facilement. » La région française du Nord-Pas-de-Calais deviendra le premier partenaire de l'association, suivie par de nombreux autres acteurs de la société civile.



Crédit Photo: Facebook Diambars

Les autres projets de Jimmy Adjovi-Boco



Fils d'une assistante sociale, Jimmy Adjovi-Boco a hérité de cette vocation à vouloir aider le monde qui l'entoure. Car Diambars n'est pas son seul projet. Il a entre autres créé Stade Sup Diambars, dont l'objectif est de faire découvrir tous les métiers du sport à des enfants issus de quartiers défavorisés de France lors de l'Euro 2016. Présents au stade les jours de matchs, ces jeunes verront tous les pans de l'organisation qui entoure les joueurs, du kinésithérapeute au caméraman.

Il est aussi fondateur de l'association Il y a tant à voir, dont l'objectif est de pallier au manque de suivis et de soins ophtalmologiques sur le continent africain. Plus de 10 000 enfants ont jusqu'à maintenant reçu des lunettes gratuites, et en collaboration avec l'entreprise française Essilor, il travaille à offrir des lunettes à bas prix au plus grand nombre de gens possible.

L'ancien défenseur s'occupe également du secteur sportif de la Fondation Africa France, une association qui valorise les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique.

Quels que soient ses projets, l'idée de l'ancien footballeur est avant tout de permettre aux gens de vivre mieux sans pour autant demander la charité. « C'est uniquement comme cela qu'il y aura un développement durable dans les pays les plus défavorisés », aime-t-il conclure.

Le Sénégal, un choix logique

Le choix du Sénégal comme premier pays où bâtir un Institut Diambars est assez logique, car Patrick Vieira et Saer Seck sont nés à Dakar. C'est à Saly, au sud-est de la capitale et au bord de l'Atlantique, que les partenaires décident de poser la première pierre de cet ambitieux complexe scolaire et sportif, le 23 mai 2003.

Dès novembre de la même année, une première promotion mixte s'installe dans des bâtiments provisoires en attendant la construction des locaux flambants neufs, qui seront livrés deux ans plus tard. Et parce que les deux axes de Diambars sont l'éducation scolaire et de la pratique du football, plusieurs terrains de foot jouxtent les salles de classe équipées de toute la technologie nécessaire pour une éducation axée sur les multimédias et la communication.

L'équipe du Diambars Football Club a officiellement été créée en février 2009. Très rapidement le club a grimpé les échelons jusqu'à devenir champion de seconde division sénégalaise en septembre 2011, puis finalement grands gagnants de la ligue en 2013. « Du beau boulot en 4 ans d'existence », se réjouit l'ancien colosse de Lens.

Douze ans après son ouverture, l'Institut compte aujourd'hui 85 salariés pour 120 enfants pensionnaires garçons et filles, qui viennent de partout au Sénégal. Dans chaque région du pays, des formateurs dénichent de jeunes talents, et les enfants sélectionnés suivent une scolarité complète, tous frais payés. Les pensionnaires consacrent 70 % de leur temps aux études et le 30 % restants au football. Et même si plusieurs ne deviendront pas joueurs professionnels, tous assimilent les valeurs de respect, d'intégrité et de tolérance liées à leur sport. Des stages plus courts sont également organisés pour permettre à d'autres jeunes de découvrir les métiers liés au monde du sport tout en étant initiés aux nouvelles technologies et à leurs débouchés.

Tournés vers le monde

Les fondateurs de Diambars ont aussi compris qu'une éducation solide nécessitait une ouverture constante sur le monde. De très nombreux voyages à l'étranger ont été organisés pour participer à des tournois de football. Les jeunes de l'Institut ont ainsi pu découvrir la France, la Norvège, l'Allemagne ou encore l'Espagne. « Découvrir le monde à ces âges-là, voir les choses comme elles sont et non comme on les imagine en Afrique, cela apprend beaucoup à ces enfants, note Jimmy Adjovi-Boco. De nombreux Africains imaginent l'Europe et l'Amérique comme un eldorado où tout le monde vit dans l'opulence. Se rendre compte qu'on est loin du compte est une expérience qui marque et fait réfléchir. »

Le concept de Diambars se veut universel. L'objectif est d'en faire un projet autofinancé (voir encadré) et exportable dans le monde entier. Pour l'instant, il y a des instituts Diambars en Afrique du Sud et en Norvège. Mais si l'expérience norvégienne donne des résultats probants, la sud-africaine semble avoir plus de mal à survivre. « Il faudra à l'avenir mieux considérer les mentalités des pays où Diambars voudra investir, observe le fondateur. Certaines difficultés que nous n'avons jamais eues au Sénégal sont apparues en Afrique du Sud alors que nous ne n'y attendions pas. Nous en tirons les leçons. » Quant à la maison-mère de Saly, ses budgets sont équilibrés.

Pour ses fondateurs, l'aventure de Diambars est une belle réussite. Tous les ans, des jeunes vivent leurs rêves en signant avec un club professionnel. D'autres n'ont pas cette chance, mais repartent tout de même avec un précieux bagage scolaire pour leur avenir. « Vu la situation actuelle du monde, l'éducation, le développement des régions pauvres et l'espoir sont les meilleures armes pour lutter contre le fanatisme nauséabond qui nous menace », fait valoir Jimmy Adjovi-Boco, qui veut avant tout faire de ses jeunes protégés des « hommes de bien ».

Crédit Photo: Flickr Diambars

Trois pôles de financement



Jimmy Adjovi-Boco est très clair sur un point : « Il ne faut dépendre financièrement de personne. Le but n'est pas de recevoir des dons – donc d'être dépendant –, mais de savoir s'autofinancer. » Les recettes nécessaires au fonctionnement des instituts

Diambars proviennent ainsi de trois pôles : la location des installations pendant les vacances scolaires, les commandites et les indemnités de formation.

Tout d'abord, pendant l'été, les installations de Saly, laissées vacantes par les pensionnaires permettent à d'autres jeunes de jouir d'un cadre assez paradisiaque pour jouer au foot, faire toute sorte d'ateliers éducatifs et nager dans l'océan. Diambars a entre autres un accord avec le comité d'entreprise de la banque française BNP Paribas, qui leur envoie les enfants de ses employés.

L'apport des commanditaires est aussi primordial. Pour l'heure, Adidas fournit des fonds et les vêtements nécessaires au bon fonctionnement du centre sportif. Air France a aussi un partenariat avec Diambars, qui est toujours à la recherche de nouveaux partenaires.

Finalement, un bon nombre de jeunes formés à l'Institut sénégalais jouent maintenant en Europe. Une quinzaine ont à ce jour signé un contrat professionnel incluant des indemnités de formation à reverser à Diambars.



METTRE LA SOLIDARITÉ EN MODE *JUGAAD*

Par Lionel Martin



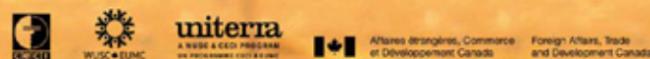
De plus en plus à court de financement public, le secteur de la solidarité internationale doit faire preuve de créativité pour assurer sa survie, comme en témoigne la fin de semaine de remue-méninges du Centre d'études et de coopération internationale (CECI) qui a réuni environ 500 spécialistes du développement fin janvier à Montréal. Leur recherche de solutions pourrait bien s'inspirer d'un concept venu du Sud, le *jugaad*, qui consiste à prendre les contraintes pour des opportunités. Explications.

Qui a dit que le Sud avait besoin de la coopération du Nord?

Does the South need aid from the North?



CENTRE MONT-ROYAL | 2200, rue Mansfield, Montréal (Québec)
 @PEEL / MCGILL



Un RDV à ne pas manquer! | Don't miss this event! | www.foruminternational.ca



Le *jugaad*, un mot hindi qui pourrait se traduire par « débrouillardise créative », est une démarche qui consiste à improviser de solutions ingénieuses, flexibles et frugales dans des conditions difficiles (voir encadré). Ce concept est de plus en plus appliqué dans les entreprises pour tenter de se remettre sur le sentier de la croissance. C'est également l'impression qui ressort des interventions des experts à la quatrième édition du Forum International du CECI, placé sous le thème « Qui a dit que le Sud avait besoin du Nord? ».

Après une vingtaine d'ateliers et trois séances plénières, les participants, dont plus de 80 délégués internationaux, en sont venus à la conclusion que le secteur de la solidarité internationale doit devenir un laboratoire pour inventer des solutions en réel partenariat avec le Sud. Celles-ci doivent faire preuve de flexibilité et faciliter le transfert de savoir-faire et de technologies répondant aux besoins des plus démunis, tout en étant élaborées en concertation avec la population. Et ce, malgré le tarissement du financement public.

D'ailleurs, en ouverture des journées de réflexion du CECI, le ministre canadien de la Citoyenneté et de l'Immigration, Chris Alexander, a mis les choses au clair : il convient à son avis de privilégier « le secteur privé qui est plus efficace pour trouver des solutions novatrices et la promotion des investissements ». Le but de la coopération « est de créer une classe moyenne consommatrice », a-t-il ajouté, paraphrasant le discours sur l'état de l'Union prononcé quelques jours plus tôt par le président américain Barack Obama.

« Il faut créer de la richesse par le commerce. Plus de capital, plus de connaissances et plus de réseaux permettront d'éliminer la pauvreté », a insisté le ministre Alexander.

Crédit Photo: Facebook CECI





Crédit Photo: Facebook CECI

Mais certains vont plus loin encore dans l'analyse, comme l'entrepreneur haïtien Jean Palème Mathurin, aussi consultant et expert en stratégie de développement économique. Selon lui, « le monde est un village connecté », et le Sud a besoin du Nord. Mais les gens aidés doivent participer à la conception, plaide-t-il. Pour y arriver, il faut toutefois mieux articuler les apports de chacun. Le fait que les pays soient devenus très interdépendants est une réalité que M. Mathurin considère comme « une chance de faire émerger de nouvelles solidarités ».

Un vrai partenariat pour l'Afrique

Concrètement, pour la représentante de la Coalition burkinabè pour les droits des femmes, Karidia Zongo Yanogo, le vrai problème du développement en Afrique est l'intégration des jeunes. « Ils représentent 60 % de la population et ne désirent qu'une chose: se former pour profiter de l'émergence économique actuelle », a-t-elle affirmé. La solidarité doit être concrète et volontaire, mais surtout, doit passer par le transfert de savoir-faire et de compétences. « C'est ce que l'on attend du Nord », a-t-elle résumé.

Profitant de cette tribune pour dénoncer les entreprises minières canadiennes qui exploitent l'or du Burkina Faso en générant des retombées locales minimales, Mme Zongo Yanogo a pointé du doigt le fait que l'aide au développement soit conditionnée à la démocratie. Celle-ci est à son avis plus formelle que réelle et n'a souvent pas de vraies répercussions sur la population. « La révolte contre [l'ex-président burkinabè] Blaise Compaoré était aussi une révolte contre une certaine hypocrisie de l'aide », a-t-elle fait valoir. La représentante estime donc que le principal rôle de la coopération est de fournir les outils pour permettre la formation et l'indépendance économique et politique du plus grand nombre.

Ainsi, comme le ministre Alexander, Jean Palème Mathurin considère que l'apport de l'entreprise privée est indispensable, car elle forme un triangle « parfait » et « complémentaire » avec la société civile et les prêteurs internationaux. « Il ne faut pas hésiter à lancer de nouvelles formes d'actions de solidarité sociale, par exemple pour lutter contre les changements climatiques », a-t-il renchérit. Chris Alexander a lui aussi insisté sur le rôle prépondérant de la société civile, en précisant que « ce que le Sud veut c'est un partenariat pas seulement de l'argent ».

Sombre portrait de l'aide « dévoyée »



L'ouvrage collectif *Rethinking Canadian Aid* (Repenser l'aide canadienne) a été lancé à Montréal le 26 février dernier en présence de quelques-uns de ses coauteurs, dont le directeur exécutif de l'Observatoire canadien sur les crises et l'aide humanitaire, François Audet, et le politologue de l'Université d'Ottawa Stephen Brown.

L'expert ontarien est l'un des coordonnateurs de ce recueil, qui dresse un portrait sombre de

l'aide canadienne. De l'avis des 21 auteurs, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a détourné l'aide publique au développement de son rôle traditionnel - réduire la pauvreté dans le monde - et l'a rendue plus liée que jamais à la religion, au commerce et à l'industrie minière, voire aux opérations militaires.

Cette instrumentalisation, qui a entre autres mené à la dissolution de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), inquiète autant les experts que les praticiens de la solidarité internationale au Canada.

L'ouvrage, en anglais, est disponible gratuitement en ligne au www.bit.ly/CdnAidPDF.

Les 6 principes du jugaad

- Rechercher des opportunités dans l'adversité
- Faire plus avec moins
- Penser et agir de manière flexible
- Viser la simplicité
- Intégrer les marges et les exclus
- Suivre son cœur



Faire plus avec moins, mais différemment

Le directeur adjoint à l'École de développement international et de mondialisation de l'Université d'Ottawa, Pierre Beudet, a convenu que les contraintes budgétaires forcent la solidarité internationale à innover. « Entre les connaissances accumulées et les erreurs commises, les expériences sont maintenant mutualisées, on sait ce qui marche », a-t-il assuré. M. Beudet, fondateur de l'ONG de développement international Alternatives, est optimiste, car il estime que les gens qui pratiquent l'aide depuis 20 ou 30 ans sont capables d'innover sur les méthodes, de faire plus avec moins. « Les entreprises sociales, ça marche! », a-t-il conclu.

Abondant dans le même sens, le professeur et coordonnateur du Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC), Dominique Caouette, soutient également que « les solutions efficaces ne sont pas forcément plus chères. Il ne faut jamais oublier que la base a sa part de connaissances et que la solidarité internationale est maintenant un échange réciproque. » Selon le professeur de l'Université de Montréal, le Sud a donc encore besoin du Nord, « mais nous avons aussi beaucoup à apprendre de lui, surtout compte tenu du cul-de-sac environnemental » de notre modèle, notamment causé par la sur-utilisation des ressources et les inégalités sociales croissantes.

UNE NOMINATION QUI LAISSE PERPLEXE

Par Benoîte Labrosse

Quelques mois après avoir déployé une somme considérable d'efforts pour faire élire la canadienne Michaëlle Jean à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie, le premier ministre Stephen Harper a choisi de nommer un unilingue anglophone à la tête de la diplomatie canadienne. Une décision qui laisse perplexes plusieurs citoyens, politiciens et analystes politiques.

Le 4 février, John Baird, ministre des Affaires étrangères du Canada depuis 2011, a annoncé son départ de la vie politique. Pris de court – du moins en apparence – par la démission de l'un de ses ministres les plus influents, le gouvernement conservateur a dû procéder rapidement à une réorganisation de son cabinet. Cinq jours plus tard, le premier ministre Stephen Harper a donc nommé à la tête de la diplomatie canadienne Robert Nicholson, mieux connu sous le diminutif de Rob, jusqu'alors ministre de la Défense nationale. Il a été remplacé à ce poste par Jason Kenney, qui demeure également ministre du multi-culturalisme.

Mais pourquoi donc avoir choisi Rob Nicholson, un unilingue anglophone, plutôt que le bilingue – et francophile – Jason Kenney pour diriger le ministère des Affaires étrangères? Ou encore le ministre de l'Immigration et de la Citoyenneté et ancien ambassadeur Chris Alexander, lui aussi bilingue?

« Le chef de la diplomatie américaine, John Kerry, peut s'exprimer dans la langue de Molière, mais pas le nôtre. Un peu gênant, tout de même », résumait le chroniqueur politique Vincent Marissal dans le journal *La Presse* au lendemain de cette nomination. Certes, comme l'a rappelé l'éditorialiste du *Devoir* Bernard Descôteaux, la maîtrise des deux langues officielles du Canada n'est « pas une exigence pour accéder au Conseil des ministres, sauf que c'est la première fois depuis au moins 60 ans que le titulaire des Affaires étrangères est unilingue ». La décision a d'ailleurs « fait tiquer des fonctionnaires au ministère », selon le quotidien montréalais.

Au moins quelques mots...

Plusieurs analystes politiques et députés, fédéraux comme provinciaux, s'entendent pour dire que ce geste envoie un « mauvais message » aux électeurs francophones, particulièrement au Québec. Le premier ministre québécois Philippe Couillard a d'ailleurs invité M. Nicholson à suivre des leçons pour arriver « au moins, [à] dire quelques mots en français ». « Le Canada doit avoir un chef de la diplomatie bilingue, ou du moins capable de se débrouiller dans les deux langues officielles », a renchéri le député et ancien chef libéral fédéral Stéphane Dion dans une lettre ouverte.

Le député provincial de la Coalition Avenir Québec (CAQ), Benoît Charrette, a quant à lui qualifié le choix de Rob Nicholson de « contradictoire » et d'« inconséquent » avec la volonté affichée par le gouvernement canadien de jouer un rôle plus important au sein de la Francophonie.

Le porte-parole du premier ministre Harper, Carl Vallée, a rétorqué que « le ministre responsable de la Francophonie est un Québécois francophone, Christian Paradis », qui est également ministre du Développement international. Le cabinet du premier ministre a aussi assuré à *La Presse* que le ministre Nicholson « a pris des leçons de français dans le passé et s'est engagé à continuer ses efforts ».

« Le bon soldat »

Selon la réputée chroniqueuse politique du *Toronto Star*, Chantale Hébert, la nomination de M. Nicholson « semble avoir été faite pour faire de la place à Jason Kenney à la Défense plutôt que pour diriger le ministère récemment libéré par John Baird ». M. Kenney est vu comme l'un des meilleurs

lieutenants de Stephen Harper et, à quelques mois des prochaines élections, les dossiers de sécurité sont plus porteurs pour les conservateurs que ceux concernant la diplomatie.

Quant à Rob Nicholson, la députée néo-démocrate Françoise Boivin l'a qualifié de « bon soldat » dans *La Presse*, car il a tendance à ne jamais s'écarter du message officiel du gouvernement. Voilà peut-être la vraie raison de sa nomination. Le jour de son assermentation, le premier ministre Harper a d'ailleurs tenu à assurer que son nouveau ministre poursuivra les efforts déployés par le gouvernement afin que la politique étrangère du Canada reflète « les vraies valeurs canadiennes » et « défende les intérêts nationaux du Canada ». Rob Nicholson, ancien ministre de la Justice, est aussi l'un des principaux artisans du récent durcissement de la justice criminelle canadienne. Déjà, en 1987, il avait voté pour la résolution visant le rétablissement de la peine de mort au Canada. Celle-ci avait été défaite à majorité, entre autres par le premier ministre progressiste-conservateur de l'époque, Brian Mulroney.

De retour en 2015. Dans ce qui ressemble à un pied de nez à ses détracteurs, le nouveau ministre des Affaires étrangères du Canada a choisi la plus francophone des nations comme première destination officielle à titre de chef de la diplomatie, le 2 mars. Sauf que, même si M. Nicholson a assuré par voie de communiqué que sa visite s'inscrivait « dans le cadre des efforts concertés déployés par le Canada et la France pour renforcer les liens profonds et de longue date qui existent entre les deux pays », il s'est entretenu en anglais avec le ministre des Affaires étrangères et du Développement international français, Laurent Fabius.

Rob Nicholson a conversé en anglais avec son homologue français Laurent Fabius à Paris au cours de sa première mission officielle à titre de ministre des Affaires étrangères.

RÉPUBLIQUE DU KENYA

Travaillons ensemble



Par Thibaut Gruel

Capitale : Nairobi

Population : 45 millions d'habitants

Superficie : 580 367 km²

Langues : swahili et anglais

Religions : Christianisme, Islam et religions traditionnelles

Monnaie : Shilling kenyan (KES)

Chef de l'État : Uhuru Kenyatta

Pays frontaliers : Somalie, Tanzanie, Ouganda, Soudan du Sud, Éthiopie

Indépendance : du Royaume-Uni, le 12 décembre 1963

Contexte politique

En décembre 1963, le Kenya est déclaré Royaume du Commonwealth. Il devient une république un an plus tard, avec à sa tête Jomo Kenyatta. Le départ des Anglais et de nombreux Indiens permet au nouveau président d'asseoir son pouvoir en redistribuant ces terres abandonnées à ses alliés politiques.

À la fin des années 1960, après l'arrestation de ses principaux opposants politiques, Jomo Kenyatta déclare le pays monopartisme. Son parti, le KANU (pour Kenya African National Union) devient le seul autorisé.

Le 22 août 1978, Kenyatta meurt et le vice-président Daniel arap Moi prend le pouvoir. Il y restera jusqu'au 30 décembre

2002. Son long mandat est marqué par la corruption et l'ingérence grandissante des États-Unis.

En 1982, le gouvernement a durci à son avantage la Constitution à la suite d'une tentative de coup d'État écrasée de manière sanglante. En 1991, l'ancien vice-président Odinga Oginga fonde un parti d'opposition, le FORD, aussitôt interdit par le pouvoir en place. L'influence des Occidentaux a toutefois obligé le président Moi à changer son fusil d'épaule et à revoir la Constitution pour permettre la création de tels partis.

Les premières « vraies » élections nationales multipartites ont lieu en décembre 1992. Malgré de nombreux cas rapportés de « bourrage d'urnes », le président Moi doit partager le pouvoir.

En 2002, Daniel arap Moi voit son poulain – il ne peut plus se représenter – largement battu par Mwai Kibaki, qui demeure au pouvoir jusqu'en 2007. Les élections suivantes sont marquées par de très nombreuses fraudes rapportées par les observateurs internationaux. De gigantesques manifestations populaires se multiplient et la plupart se terminent dans le sang. De nombreux opposants sont arrêtés puis exécutés sans jugement. Il faudra l'intervention de l'ONU pour créer un gouvernement de coalition en avril 2008. Raila Odinga – le fils d'Odinga Oginga – est alors nommé premier ministre avec des pouvoirs législatifs.

Finalement, les plus récentes élections, en 2013 portent au pouvoir Uhuru Kenyatta, fils du premier président du Kenya indépendant. Notons qu'il avait été mis en examen par la Cour pénale internationale pour son rôle présumé dans les violences électorales de 2007-2008, puis relaxé faute de preuves.

Contexte économique

Le Kenya possède peu de ressources minérales et son secteur industriel est faible, même s'il montre une progression. À ce jour, la fabrication de textile et le traitement du cuir sont les seuls domaines industriels où le Kenya exporte plus qu'il n'importe.

Le secteur agricole occupe 17 % de la surface du pays et emploie 70 % des travailleurs kenyans. Le pays s'autosuffit ainsi pour l'élevage et la pêche. Ces dernières années, des fonds étrangers ont largement investi dans le secteur touristique, principalement dans l'organisation de safaris.

Son PIB par habitant le classe à la 147^e place mondiale sur 184. Pourtant certains secteurs tels que le tourisme (9 % du PIB), les fleurs (qui représente 15 % des exportations du pays) et surtout le thé (10 % de la production mondiale) ont permis au pays d'afficher des taux de croissance estimés à 4% et 4,9 % en 2014 selon un rapport de l'ONU.

Le principal souci économique kenyan vient de la corruption omniprésente à tous les niveaux. Celle-ci empêche toute forme de synergie durable entre les différents acteurs économiques nationaux. Malgré tout, le Kenya demeure pour l'instant l'état le plus viable économiquement des pays de l'Afrique de l'Est, selon l'African Development Fund.

Droits de l'Homme

En 2010, le pays s'est doté d'une nouvelle Constitution contenant une Charte des droits et libertés. Toutefois, depuis l'arrivée au pouvoir d'Uhuru Kenyatta en 2013, de nombreuses organisations – en premier lieu la Kenya National Commission on Human Rights – ont constaté une grave dégradation du respect des droits de l'Homme.

Au nom de la sécurité nationale, le pouvoir en place tente en effet d'encadrer et réduire le champ d'action aussi bien des ONG locales que des médias. La presse est une principale cible du gouvernement : selon Reporters sans frontières, le Kenya arrive 90^e sur 180 au classement de la liberté de la presse. L'État n'hésite pas non plus à utiliser le harcèlement judiciaire et la détention préventive sans autre forme de procès contre ses opposants.

La corruption atteint une ampleur assez dramatique : le Kenya est classé 154^e sur 175 au palmarès des pays les moins corrompus à l'indice de l'ONG Transparency International. De plus, de très nombreux cas de violences policières lors de manifestations qui se voulaient pacifiques n'ont jamais été portés devant un juge.

Cependant, le jugement de la Cour suprême kenyane le 26 février dernier constitue un signe positif pour l'avenir. Celle-ci a modifié une loi sur la sécurité, car huit de ses sections ont été considérées anticonstitutionnelles. Au départ, cette législation devait renforcer les pouvoirs de l'État aussi bien pour le droit de réunion que pour le droit de regard sur le travail des journalistes. Ceux-ci risquaient 3 ans de prison pour toute critique ou désaccord exprimé quant à l'action de l'État face au terrorisme. Rappelons que fin 2011, l'intervention commune des armées kenyanes et somaliennes contre le groupe terroriste d'Al-Shabaab a mis le feu aux poudres. Ce groupe islamiste a fomenté de nombreux attentats et actions visant principalement les touristes. De nombreux observateurs internationaux s'accordent à dire que si ces terroristes continuent leurs actions de guérilla ciblée, les Kenyans ne retrouveront pas leurs droits fondamentaux avant longtemps. Idem pour une presse impartiale et objective.



Offrez ou offrez-vous un abonnement
à notre publication solidaire en
consultant le site
www.boutiquesansfrontieres.com



VOUS AIMEZ L'AFRIQUE ET L'HUMANITAIRE



VOUS ADOREREZ *SANS FRONTIÈRES*